

ENQUÊTE SUR UNE FILIÈRE DE RELÉGATION

« Lycée pro », la dèche et le mépris

L'enseignement secondaire professionnel ambitionne d'aider les élèves à « trouver leur place » sur le marché du travail. S'agit-il vraiment de leur faciliter l'accès à l'emploi, ou bien de leur faire accepter un statut de dominé ?

UN REPORTAGE DE MAËLLE MARIETTE

« L'ES "bacs pro" de demain sont les bâtisseurs de la France d'aujourd'hui, de 2030 ou de 2050 », s'emballait M. Emmanuel Macron à Saintes, le 3 mai 2023. Un an auparavant, le président de la République avait placé l'enseignement professionnel non plus seulement sous la tutelle de l'éducation nationale mais aussi sous celle du ministère du travail. Il faudrait, estimait M. Macron, « continuer de créer plus de liens entre le monde éducatif et le monde de l'entreprise ». L'idée n'est pas tout à fait neuve. Déplorer une pédagogie indifférente aux « valeurs de l'entreprise », imputer à l'école tout ou partie du chômage : l'antienne s'entend au moins depuis 1985 et la création du baccalauréat professionnel.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'État entend plutôt intégrer la formation professionnelle à la sphère scolaire ; on entendait « former l'homme, le travailleur et le citoyen ». Mais, quarante ans plus tard, c'en est fini de l'ambition humaniste. Il revient à l'entreprise de mettre en adéquation formation et emploi. Avec la désindustrialisation, d'une part, régressent la culture ouvrière dans l'enseignement professionnel et la proportion d'anciens ouvriers parmi ses professeurs : dès lors, observe la sociologue Lucie Tanguy, cet enseignement ne prépare plus les futurs salariés à faire valoir leurs droits en entreprise (1).

« On ne forme plus des professionnels, on forme des exécutants »

Avec la tertiarisation de l'économie, d'autre part, s'impose l'idée de transmettre aux lycéens professionnels non pas tant un métier ou un savoir-faire qu'un « savoir-être » — vis-à-vis des clients, des collègues et de la hiérarchie. Le principe s'étend ensuite à toutes les formations professionnelles. Si elles s'ajustent aux besoins immédiats des entreprises, il suffira aux élèves de savoir bien se tenir. Plus besoin qu'ils aient acquis des compétences génériques, mobilisables d'une entreprise à une autre. Les employeurs se chargeront de leur inculquer, sur le lieu de travail, des tâches ultraspécialisées.

« On ne forme plus des professionnels, on forme des exécutants », déplore ainsi M. Christophe M. (2), professeur d'usinage et outillage au lycée Guynemer d'Oloron-Sainte-Marie. Dans ce petit bassin industriel, au cœur du Béarn, plus du quart des dix mille habitants travaillent aux usines Lindt et Safran ainsi que chez les nombreux sous-traitants de l'équipementier aéronautique. Lui-même ancien élève de ce lycée puis fraiseur-ajusteur dans une usine de la région, il constate que « les élèves ont de moins en moins de

cours en atelier : à l'époque on y passait une quinzaine d'heures par semaine, maintenant c'est seulement six. Or c'est là qu'on acquiert les connaissances nécessaires pour être un bon professionnel. C'est comme si on vous demandait de former un chirurgien sans qu'il apprenne à opérer». Et les stages en entreprise qui, eux, se multiplient? «En atelier, les élèves acquièrent des compétences qui leur permettent d'évoluer dans leur carrière. En stage, non : au mieux, ils y effectuent une partie de ce qu'ils ont appris en atelier. »

Moins d'atelier, mais aussi moins d'enseignement général. Élu de la Confédération générale du travail (CGT) et professeur de lettres et d'histoire-géographie au lycée Louis-de-Foix de Bayonne, à quelques dizaines de kilomètres d'Oloron, M. Jérôme C. nous explique : *«Le nombre d'heures d'enseignement d'histoire-géographie a été réduit d'à peu près un tiers. On n'a plus que deux heures par semaine en "bac pro". Et passer l'examen ne consiste plus qu'à apprendre par cœur certains points factuels. Comme si finalement ces élèves-là n'avaient pas besoin de développer un esprit critique.»* Il complète : *«En français c'est pareil. Maintenant, on nous demande de faire du français utilitaire.»*

Mme Corinne Glaymann, enseignante en lycée professionnel pendant vingt-cinq ans, se désole de cette évolution, accentuée par la réforme de 2018 depuis laquelle 40 % du temps d'enseignement professionnel se déroule en entreprise : *«C'est négliger le droit à l'éducation. Les élèves de troisième sont encore des individus en construction.»* Avec la fin du redoublement, l'entrée au lycée professionnel se fait de plus en plus jeune — dans 70 % des cas à moins de 15 ans (3) — pour des enfants souvent issus de familles ouvrières, immigrées, monoparentales (4). Il en va des mathématiques comme du français ou de l'histoire-géographie, avec une conséquence supplémentaire que souligne M. Christophe M. : la diminution directe de la compétence professionnelle des élèves. *«Ne plus savoir convertir des unités, calculer un périmètre, un rayon, ça peut engendrer des accidents, en usinage comme en chaudronnerie ou en menuiserie, par exemple.»*

Mais *«la citoyenneté, ce n'est pas seulement les disciplines fondamentales, c'est aussi trouver un travail»*, soutenait en 2023 M. Pap Ndiaye, alors ministre de l'éducation nationale (5). À cette fin, il y a les heures de « soutien au parcours », les « projets pluridisciplinaires à caractère professionnel »... *«Par exemple, on aide les élèves à faire des CV, des lettres de motivation, à se préparer à des entretiens...»*, explique M. Christophe M. Au lycée Guynemer, un petit groupe d'élèves, affalés devant un ordinateur, nous explique leur « projet pluridisciplinaire » : installer un home cinéma et une caméra de surveillance dans le foyer de l'internat. Leur projet avance peu, faute de disposer du matériel nécessaire. Mais, rapporte M. Éric T., professeur d'électronique qui encadre ces élèves, *«ce qui compte, c'est la démarche»*, car *«les élèves seront surtout notés sur la présentation orale, l'attitude, le fait de parler correctement»*.

Le proviseur au lycée Guynemer, qui forme aux métiers de l'industrie, M. Yann Pardies, insiste sur ce point : *«L'une des premières questions que je pose aux chefs d'entreprise que je rencontre, c'est : "Qu'est-ce que vous attendez de nos jeunes pour les embaucher?" Et la réponse est tout le temps la même : "Un savoir-être, parce que les compétences peuvent s'acquérir dans l'entreprise." Cela veut dire : quelqu'un sur qui on peut compter, qui est curieux, qui est à l'heure, qui est motivé. Et donc, nous, on travaille de la seconde jusqu'à la terminale à préparer les élèves à ces postures, ces attitudes professionnelles.»*

« La concurrence au niveau des stages tend à reproduire les inégalités »

Les sept cents élèves du lycée hôtelier de Biarritz, sur la côte basque, doivent ainsi porter un costume ou un tailleur noir, une chemise blanche repassée et des chaussures cirées afin d'*«intégrer au quotidien les codes»* de leur futur métier, nous explique Mme Laurence Ceresuela, la proviseure. Ces élèves ne trouvent rien à y redire : *«Ça fait partie du savoir-être»*, nous expliquent-ils. *«On doit être ponctuels, souriants, disciplinés. Et puis, en restauration par exemple, il y a une hiérarchie très forte. Donc il faut savoir rester à sa place!»*, développe Romain V., élève de « bac pro » cuisine (6). *«C'est important pour satisfaire le client»*,

abonde Émilie F., en hôtellerie. *« Les profs nous répètent sans cesse que le client est roi. » « L'attitude, c'est le plus important pour nous, confirme le tuteur de stage d'une élève de première en maintenance au lycée Guynemer. On ne veut pas forcément que le jeune soit très bon. De toute façon, on leur demande des choses assez répétitives et pas très compliquées. »*

En pratique, *« beaucoup d'élèves reviennent démotivés de leurs stages, avec la sensation de n'avoir rien appris »*, rapporte M. Patrick J., qui enseigne l'usinage au lycée Guynemer. Selon lui, cette sensation — qui souvent redouble la frustration d'orientations subies — tient, dans cette filière, à la *« fabrication assistée par ordinateur »*, qui permet d'usiner des pièces grâce à un programme de pilotage d'une machine-outil à commande numérique. *« Il y a des entreprises qui veulent juste des gens qui appuient sur un bouton. »* Selon son collègue Christophe M., nombre d'élèves *« reviennent aussi de stage sans avoir rien fait parce qu'il y a beaucoup de machines que les jeunes ne sont pas autorisés à manipuler tant qu'ils ne sont pas majeurs »*.

L'enjeu consiste donc à trouver des entreprises du secteur susceptibles d'offrir aux élèves des stages réellement formateurs. Mais *« ça met les profs dans un rôle un peu délicat, déplore Mme Glaymann, car si les élèves sont témoins de choses problématiques durant leur stage dans telle ou telle entreprise, les enseignants peuvent être enclins à ne rien dire, pour ne pas mettre fin à un partenariat »*.

Certes, *« un certain nombre de jeunes trouvent leur stage via les contacts de leurs parents »*, constate le proviseur du lycée Guynemer. Au lycée professionnel du 4-Septembre-1870, situé également à Oloron, qui forme aux métiers du commerce et des services, *« beaucoup d'élèves se retrouvent, faute de mieux, à faire du nettoyage et de la mise en rayon à DistriCenter ou à Carrefour pendant un mois »*, rapporte Mme Stéphanie W., qui y enseigne les lettres et l'anglais. *« Le problème, résume la sociologue Prisca Kergoat, tient à ce que souvent les plus fragilisés ne trouvent que des entreprises éloignées de chez eux, peu reliées à leur formation, et qu'ils y effectuent des tâches périphériques. (...) La concurrence au niveau des stages contribue à la reproduction des inégalités. Ceux qui sont le mieux dotés en termes de capitaux, de codes sociaux, culturels, de réseaux de connaissances auront plus de facilité à en trouver. »* Et cela pourrait ne pas s'arranger du fait de la concurrence des élèves de seconde générale et technologique, à qui une récente réforme impose d'effectuer un stage...

Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, où le « savoir-être », particulièrement valorisé, consiste largement à s'approprier les manières des classes sociales intermédiaires et supérieures, le stage peut également dévoiler une réalité sociale déplaisante. Élève en première « bac pro » service, Lola I. nous raconte : *« Lors de mon dernier stage, j'étais supervisée par une étudiante en droit qui débutait, et elle était déjà cheffe de rang alors qu'elle ne savait rien faire. »*

Depuis la rentrée 2023, les employeurs ont encore gagné en influence avec la création dans chaque lycée professionnel d'un bureau des entreprises (BDE) destiné, selon le ministère, *« à l'amélioration de l'insertion professionnelle et à l'adaptation des formations aux besoins en compétences du territoire »*, notamment via des partenariats (7). Comme le résume Mme Françoise Peyre Masson, responsable du BDE des lycées Guynemer et du 4-Septembre-1870, *« on s'adapte au cahier des charges des entreprises »*. Le Rotary Club a ainsi récemment organisé au lycée Louis-de-Foix de Bayonne un « carrefour des métiers » auquel participaient *« soixante professionnels en activité »*.

La mise en place cette année du « parcours différencié » ne va pas contribuer à renforcer le poids de l'école au sein de l'enseignement professionnel : en terminale, ses élèves doivent décider de consacrer leurs six dernières semaines de l'année à effectuer un stage ou à se préparer à accéder à l'enseignement supérieur. Mais la seconde option se révèle risquée : intégrant le plus souvent une classe de brevet de technicien supérieur (BTS), les étudiants titulaires d'un « bac pro » en trouvent d'autres issus des filières générale et technologique, mieux armés pour la poursuite d'études, a fortiori depuis la diminution des heures d'enseignement général au lycée professionnel. Du reste, anticipe M. Jérôme C., *« qu'ils décident ou non d'aller en BTS l'année prochaine, les terminales en “bac pro” iront en stage durant ces six semaines pour*

gagner de l'argent et commencer leur job d'été». Les élèves de lycée professionnel touchent à présent, et à la seule charge de l'État et des fonds européens, une « gratification » qui s'élève jusqu'à 100 euros par semaine de stage.

Ainsi, dénonce M. Axel Benoist, secrétaire général du Syndicat national unitaire de l'enseignement professionnel (SNUEP-FSU), *«tandis qu'on a des ministres qui retirent leurs enfants de l'école publique pour les mettre dans le privé afin qu'ils aient plus de cours, on retire dans le même temps aux élèves des milieux les plus populaires du temps d'école*». Depuis 2018, plus de cinq cents heures d'enseignement ont été perdues en lycée professionnel, *«soit l'équivalent d'une demi-année de cours (8) »*. Or, rappelle Prisca Kergoat, sans *«socle d'enseignement général*», il est difficile de *«rebondir*» en cas de perte d'emploi, et encore plus de *«s'élever dans la hiérarchie professionnelle*».

MAËLLE MARIETTE
Journaliste.

(1) Cf. Lucie Tanguy, *Enseigner l'esprit d'entreprise à l'école. Le tournant politique des années 1980-2000 en France*, La Dispute, Paris, 2016.

(2) Les noms des professeurs en activité ont été anonymisés à leur demande pour, nous ont-ils expliqué, leur *«éviter d'avoir des ennuis avec le rectorat et l'éducation nationale*».

(3) Prisca Kergoat, *De l'indocilité des jeunesses populaires. Apprenti·e·s et élèves de lycée professionnel*, La Dispute, 2022.

(4) Lire Jean-Michel Dumay, *« Les lycées professionnels, parent pauvre de l'éducation »*, *Le Monde diplomatique*, mars 2018.

(5) Ivanne Trippenbach, *« À travers les lycées professionnels, Emmanuel Macron tente de parler à la France des villes moyennes »*, *Le Monde*, 5 mai 2023.

(6) Lire Alexia Eychenne, *« Cauchemars en cuisine »*, *Le Monde diplomatique*, septembre 2024.

(7) *« Un bureau des entreprises dans chaque lycée professionnel [https://eduscol.education.fr/3857/un-bureau-des-entreprises-dans-chaque-lycee-professionnel] »*, ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(8) *« Lycée pro : premier bilan après la réforme [https://www.vousnousils.fr/2024/02/01/lycee-pro-premier-bilan-apres-la-reforme-681927] »*, *VousNousIls*, Champs-sur-Marne, 1^{er} février 2024.

Mot clés: [Jeunes](#) [Éducation](#) [France](#)
